

L'Adresse—M. La Salle

j'imagine bien que quelques libéraux sont déçus, mais de notre côté, si le très honorable premier ministre du Canada veut parler de l'avenir, il faudrait bien quand même qu'il signale les véritables réalisations et difficultés desquelles il a été responsable comme premier ministre du Canada au cours des 20 dernières années, puisqu'il a parlé de réalisations tantôt en réponse au discours du Trône, hier à Toronto.

Alors, monsieur le Président, le très honorable premier ministre du Canada nous dit qu'il a réussi à rapatrier la Constitution au Canada. Il se vante, bien sûr, de la dernière législation sur le Pas du Nid-de-Corbeau. Le très honorable premier ministre du Canada nous parlera de l'exercice qu'il a fait avec les provinces. Mais il faudrait quand même que le premier ministre et nos amis d'en face se souviennent, sachent quand même que les Canadiens se souviendront également que le premier défi que ce premier ministre nous avait proposé il y a 15 ans, en tout cas, je me souviens, c'est celui de cette société juste, société qui devait répondre aux attentes de tous les Canadiens de toutes les catégories qui composent le Canada.

Le premier ministre du Canada parlait déjà également, je me souviens, il y a plusieurs années, de cette concertation, de cette coopération essentielle à la viabilité d'un fédéralisme renouvelé dont on parlait il y a déjà 15 ans, et l'on sait comment le premier ministre a réussi, par une confrontation presque quotidienne, à diviser son propre pays sur le plan des relations fédérales-provinciales. On sait également que ce gouvernement est entré souvent en concurrence directe avec le secteur privé qui est pourtant essentiel à une véritable relance économique. Le gouvernement, aujourd'hui, reconnaissant sa faillite monumentale vis-à-vis d'apports qu'il aurait pu obtenir du secteur privé, de par la voix du ministre des Finances, après avoir manifesté autant d'arrogance vis-à-vis de celui-ci, se retourne vers le secteur privé et le supplie de participer à cette relance économique qui, selon le ministre des Finances, est déjà amorcée. Mais nous n'en sommes pas convaincus.

Alors, monsieur le Président, je pense que le premier ministre fait fausse route lorsqu'il croit que la population canadienne va continuer à le suivre et à le croire et en accusant le parti progressiste conservateur que ce parti voudra revenir aux XIV^e siècle, de la façon dont vont les choses, si l'on regarde la dette nationale, étant donné les proportions qu'a prises la dette nationale au cours d'une période de 15 ans, savoir 11 milliards à 150 milliards, de 300,000 chômeurs, il y a 15 ans passés, à près de deux millions. Je ne suis pas convaincu qu'avec le gouvernement actuel on va se rendre facilement au XX^e siècle. Alors si le premier ministre s'inquiète de la possibilité d'un gouvernement conservateur qui serait tenté de nous ramener au XIV^e siècle, je ne suis pas convaincu que les Canadiens se rendront au XX^e siècle de la façon dont nous sommes administrés aujourd'hui.

Quand le premier ministre du Canada accuse le parti progressiste conservateur d'être contre tout, il oublie quelque chose. Il oublie de dire une chose d'abord, savoir que la grande majorité des Canadiens actuellement sont contre son propre gouvernement. Cela n'est pas une invention du parti progressiste conservateur, c'est une statistique qui, selon les sondages, prend de plus en plus de valeur. Quand le premier ministre nous accuse d'avoir été contre la Constitution, il ment effrontément à la population, et je m'explique tout de suite. Nous n'avons jamais été contre le principe du rapatriement de la

Constitution, mais nous avons combattu la façon dont le gouvernement a voulu le faire, et nous sommes heureux, aujourd'hui, d'avoir réussi à forcer le gouvernement à des audiences publiques que le premier ministre ne voulait pas tenir à ce moment-là. C'était urgent de rapatrier la Constitution à sa façon. Alors, en principe, on n'était pas contre le rapatriement de la Constitution. Nous aurions souhaité, par exemple, que le fruit des discussions amène les dix provinces à être d'accord sur ce rapatriement, et ce n'est certainement pas nous qui sommes responsables de l'exclusion d'une province que je connais bien, qui est la mienne, le Québec, qui n'a pas été à l'intérieur de ce rapatriement et qui n'a pas appuyé la façon dont le gouvernement a agi sur le rapatriement de la Constitution.

Lorsque le premier ministre du Canada accuse le parti progressiste conservateur d'être contre le système métrique, ce que nous avons demandé, ce que nous avons défendu, c'est la liberté pour les Canadiens d'utiliser le système métrique ou le système actuel. Donc, monsieur le Président, nous étions pour la liberté d'expression, nous étions contre l'obligation d'un système en particulier. On fera des gorges chaudes également sur la position du parti progressiste conservateur vis-à-vis de l'assurance-maladie. Monsieur le Président, je le dis, mes collègues le répéteront, nous sommes parfaitement d'accord sur le fait que les Canadiens reçoivent le maximum de soins dans ce pays, et nous encouragerons toute initiative dans ce sens, et c'est absolument malhonnête de la part de quelque député de cette Chambre qui laisserait sous-entendre que nous sommes contre une amélioration des soins de santé et de l'assurance-maladie dans ce pays; au contraire, monsieur le Président, compte tenu de la situation actuelle et de l'inquiétude, de l'insécurité, du désespoir que les Canadiens manifestent, et cela dans toutes les régions du pays! Non seulement au Québec, mais partout au Canada, on s'inquiète énormément de la façon dont on a été administré, et avec raison. Bien sûr, le très honorable premier ministre tentera de faire dévier la discussion, de nous amener sur la question de la paix mondiale. Je le dis tout de suite, je suis farouchement en faveur de la paix. Vous l'êtes vous aussi. Tout le monde est pour la paix. Nous sommes tous pour la vertu. Quelles sont les chances du premier ministre de sauver le Canada d'une guerre nucléaire? Je pense qu'elles ne sont pas meilleures que les miennes. Je pense qu'elles ne sont pas meilleures que celles de l'ensemble des députés ici. Nous souhaiterions bien sûr et nous appuierons toute initiative en faveur de la paix. Cela ne se discute pas, mais je ne voudrais quand même pas que le premier ministre du Canada tente de faire croire aux Canadiens qu'il est le seul homme capable d'arrêter une guerre nucléaire. Il aura peut-être la tentation de le faire. Je connais bien le premier ministre du Canada. Il tentera probablement d'amener les Canadiens à discuter cette question qui à ses yeux lui paraît immensément importante. Bien sûr qu'elle est importante, mais il y a les problèmes domestiques au Canada. Il y a une situation qui fait qu'au Canada le premier ministre du Canada a des responsabilités, des comptes à rendre, et ses ministres également ont des comptes à rendre aux Canadiens. Et c'est là-dessus que nous entendons discuter au cours des prochains mois en tout cas, sans négliger l'importance d'une paix mondiale, mais qu'on se garde bien de penser qu'on va réussir à faire oublier cette mauvaise administration et qu'on va faire oublier aux Canadiens